



« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! »
Karl Marx

PSA Peugeot-Citroën Trémery

Le 5 avril 2016

Loi travail : faire reculer le gouvernement !

La journée de mobilisation du 31 mars a été une réussite. Les manifestations organisées dans 260 villes ont compté deux fois plus de participants que le 9 mars, même à Paris où les manifestants ont marché sous une pluie battante.

Avec les cortèges dynamiques des lycéens et des étudiants, les manifestations ont été marquées par la présence des salariés du privé, de l'automobile, de la chimie, du transport aérien... Il y avait aussi des salariés de petites entreprises, de la sous-traitance, des intérimaires, quand bien même il est plus difficile pour eux de faire grève.

Étaient aussi présents les cheminots, les employés de collectivités locales, les enseignants et les personnels hospitaliers, bien conscients du fait que si la législation du travail recule pour le privé, elle reculera pour eux aussi.

Malgré l'opération d'enfumage du gouvernement, malgré la complicité de certaines confédérations syndicales et malgré la pression, voire la violence policière exercée sur de jeunes manifestants, la mobilisation a grandi.

C'est la preuve que le monde du travail comme la jeunesse ne supportent plus les mensonges de ceux qui se relayent au pouvoir. C'est la preuve d'un ras-le-bol général.

Cela fait des années que le gouvernement, le PS, la droite et le Medef expliquent en chœur qu'il faut aider le patronat, favoriser la compétitivité et les profits. Ce serait LA solution pour relancer les embauches.

Eh bien, faisons le bilan de cette politique ! Tous les salariés qu'ils soient en CDI, en CDD ou en intérim, subissent plus de flexibilité. Partout, les cadences se sont intensifiées. Les marges du patronat ont augmenté parce qu'il y a eu, partout, des suppressions d'emploi, parce que les travailleurs sont moins bien payés, parce qu'ils ont moins de droits à la retraite.

Où est l'inversion de la courbe du chômage ? À quoi ont servi les 41 milliards versés au patronat au nom du pacte de responsabilité ? À augmenter les dividendes des grands actionnaires. À octroyer des salaires exorbitants aux PDG, comme on l'a vu avec Tavares, le PDG de Peugeot, qui a doublé ses émoluments sur l'année pour se verser la bagatelle de 14 500 euros par jour !

Et c'est ce genre de personnage qui explique aux travailleurs qu'il faut faciliter les licenciements pour que

les patrons n'aient plus peur d'embaucher ! C'est ce genre de personnage qui demande aux travailleurs d'être taillables et corvéables à merci ! Et ce sont les mensonges de ces gens-là que le gouvernement n'a de cesse de relayer.

Il y en a assez ! Les tours de magie consistant à transformer des reculs en avancées pour les travailleurs ne trompent plus personne.

On peut dire à l'avance ce qu'il adviendra si on laisse le Parlement à son ronron. Surenchère pro patronale oblige, la droite fera pression pour une loi encore plus anti ouvrière.

Le gouvernement agitera le compte personnel d'activité, une coquille vide, pour faire diversion. Quant aux frondeurs socialistes, ils gesticuleront, mais le moment venu, ils s'écraseront comme ils l'ont toujours fait.

Au final, il restera l'essentiel des attaques : la facilitation des licenciements et la possibilité pour l'employeur de faire sauter les quelques contraintes que le code du travail lui imposaient, notamment en terme de durée du travail ou de paiement des heures supplémentaires.

Alors, il ne faut pas laisser l'avenir de cette loi aux mains des parlementaires. Les travailleurs qui étaient présents dans les manifestations du 31 mars ont senti la détermination et leur force collective. Il leur revient de maintenir la flamme entre deux mobilisations et de donner envie à ceux qui hésitent encore à se lancer.

Les manifestations du samedi 9 avril permettront d'entraîner de nouveaux participants dans cette lutte. Il faut que cela soit un succès et cela peut l'être. La journée du 5 avril et les diverses initiatives, comme celle de l'occupation nocturne de la place de la République, aideront à préparer cette journée.

Des centaines de milliers de salariés expriment leur colère. Ils ne sont pas dupes des petites concessions qui ne servent qu'à faire passer la pilule. Ils ne veulent plus accepter de recul et se mobilisent pour imposer le retrait intégral de la loi.

Tous ceux qui partagent cette même opposition et qui sont restés, pour l'instant, en dehors de la mobilisation doivent y joindre leur voix.

Nous sommes engagés dans un bras de fer. Chaque nouveau gréviste, chaque nouveau manifestant pèsera. Seule notre force collective peut arrêter le gouvernement Hollande-Gattaz. Et cette force, nous l'avons.

Non à la loi travail !

La manifestation du 31 mars a été un succès, rassemblant deux fois plus de monde dans tout le pays que celle du 9 mars. Des centaines de milliers de personnes, jeunes et travailleurs, sont descendues dans les rues. De nouvelles journées sont prévues. Il faut tout faire pour qu'elles soient encore plus massivement suivies et annoncent une suite. C'est la seule chose qui peut faire reculer ce gouvernement tout miel devant le patronat.

Manifestons nombreux samedi 9 avril à 14h place de la République à Metz

Un nouveau plan pour les actionnaires

Après « Back in the race », la direction lance son nouveau plan « Push to pass » qu'on pourrait traduire par « tout le pognon aux actionnaires ».

Car c'est de cela qu'il s'agit : le quart des bénéfices leur sera offert en dividendes pendant que la direction espère nous serrer encore plus la ceinture pour augmenter la marge bénéficiaire.

Notre plan, c'est la mobilisation contre la loi El Khomri qui est un avant goût du NCS2 de PSA.

Le samedi c'est manif !

Au DV3, suite à une panne dans la nuit de lundi à mardi, il y a eu des arrêts de production. Et pour essayer de nous faire accepter 50 minutes de plus en fin de poste « au volontariat », on nous a fait le chantage de devoir venir samedi en H+ obligatoires.

Une réponse s'impose pour y résister : « samedi je serai à la manifestation contre la loi travail du gouvernement PS-A ».

Voitures à pédales ?

Juste au retour d'une semaine de H-, on nous a annoncé pour le DW qu'il y aurait des samedis obligatoires en avril, mai et juin. La direction vient de découvrir qu'avec la sortie des nouveaux modèles 3008 et KO il y aura besoin de plus de moteurs.

Apparemment ils n'avaient pas prévu qu'il fallait un moteur par voiture...

Il se goinfre, ils se goinfrent encore +

14 500 euros par jour, 365 jours par an : c'est le salaire de Tavares ! Il touche en un jour ce que les plus bas salaires mettent un an à gagner. Et il se permet de nous donner des leçons de compétitivité, de bloquer nos salaires et de supprimer nos emplois.

Mais si les actionnaires lui versent ce salaire, cela signifie qu'eux-mêmes, et d'abord la famille Peugeot, s'enrichissent encore plus. Il faudra aller prendre l'argent là où il est !

Tout augmente sauf...

Entre le marché de l'automobile qui progresse en mars de 7,5% et Tavares qui double sa paye, y'a comme un défaut : le blocage des salaires.

Le compte n'y est pas

Alors que la presse annonce que le PDG gagne 14 500 euros tous les jours, nous recevons les lettres de Natixis au titre de l'intéressement.

Bien loin des 2 000 euros annoncés à coup de trompettes, ça tourne plutôt vers les 1 600 euros nets, et encore sans les impôts !

300 euros d'augmentation générale pour tous par mois, c'est ce qu'il nous faut. Et ils ont de quoi !

Trop de zéros pour le « héros »

« Il faut féliciter Carlos Tavares » s'est réjoui Gattaz le président du Medef. « Il faut savoir récompenser la réussite ».

Parce que les voitures vendues par PSA, c'est le petit Carlos avec son gros portefeuille et ses petits bras musclés qui les a produites tout seul sur les chaînes de production ?

PDG : Payes Directement Grosses

18,5 millions de dollars pour le patron de Ford, Mark Fields ; 15,25 millions d'euros pour Carlos Ghosn, le PDG de Renault-Nissan 10 millions pour Sergio Marchionne le patron de Fiat ; 9,7 millions pour Dieter Zetsche, le patron de Daimler-Mercedes qui impose des sacrifices aux travailleurs de Smart à Hambach.

Les actionnaires bichonnent les PDG... pour qu'ils nous fassent marnier.

Les mines sont fermées, le mépris patronal ne l'est pas

« Les mineurs ne meurent pas plus vite que les autres ouvriers. Ils meurent parce que [...] l'homme est mortel... Ils n'ont aucune preuve de ce qu'ils avancent. Ils racontent, au final, n'importe quoi », a osé déclarer Daniel Cadoux, l'ancien patron des Charbonnages de France (CDF) au procès qui s'est tenu à Forbach le 24 mars. Il est aussi ancien préfet et fut candidat PS aux législatives de 2012 dans la Côte d'Or. Bel homme de « gauche » !

Les 824 mineurs accusent CDF de les avoir exposés à de multiples produits cancérogènes et toxiques sur leur lieu de travail, sans protection adéquate pour leur santé.